Jean Claude LAVIGNE

Le frère Jean Claude LAVIGNE est dominicain. Longtemps engagé à l'association *Espaces*, il est l'auteur avec Yvan DROZ d' *Ethique et développement durable* (Karthala, 2006).

Les enjeux du développement durable

Les élections présidentielles vont avoir lieu dans quelques semaines. La question du style de développement et du mode de vie que nous voulons pour notre pays et pour le reste du monde aura été rarement débattue. Peu de candidats, sauf un peu bien évidemment chez les Verts, ont parlé de décroissance, de développement durable, d'éco-développement, au-delà de la démagogie pour récupérer quelques voix. Est-ce parce que ces thèmes ne sont pas électoralement porteurs ou parce qu'ils remettent trop radicalement en cause notre société et son fonctionnement ? Peut-on longtemps encore faire l'impasse sur une réflexion en profondeur sur nos styles de vie collectifs et dire qu'on fait de la politique ?

L'interrogation sur nos styles de vie dépasse le champ du politique pour questionner le rapport à la « Terre patrie »[1], la possibilité de son devenir et du devenir des humains qui se sont développés à partir d'elle. Il en va là, au delà du catastrophisme facile et manipulateur, d'enjeux d'éthique globale par rapport à l'avenir[2] et de questions eschatologiques, du juste rapport à la création et au temps, questions centrales en théologie.

1. Edgar MORIN et Anne-Brigitte KERN, *La Terre patrie*, Seuil, Points, 1996.

2. Hans KÜNG, *Projet d'éthique planétaire,* Seuil, 1991.

L'interrogation sur nos styles de vie dépasse le champ du politique pour questionner le rapport à la « Terre patrie ».

Si le discours de la décroissance est différent de celui du développement durable, les deux approches ont en commun un questionnement sur nos manières d'être au monde en tant que consommateurs et producteurs. Si la décroissance s'intéresse surtout à la consommation, à l'impérieuse nécessité de réduire celle-ci, la réflexion sur le développement durable est plus globale

et prend en compte une plus grande diversité de mécanismes et en particulier le phénomène de la mondialisation néo-libérale.

Le développement durable plonge ses racines théoriques dans une double tradition : celle de la réflexion économique et celle du rapport entre l'humanité et la nature.

La réflexion économique a d'abord exclu le temps de ses préoccupations pour s'intéresser aux équilibres spontanés des marchés, puis elle a découvert les cycles et les crises ; la théorie de la croissance (sensée donner une image du progrès) concernait le court terme et ses possibles causes dans les anticipations des acteurs (l'investisseur privé ou public), ou dans les mécanismes de la demande. Il a fallu attendre les années 60 pour qu'une réflexion sur le long terme commence. Le Père Lebret[3] et François Perroux ont joué un rôle non négligeable dans cette recherche. Ce long terme permettait d'aborder le développement, les changements lents de structure, les modifications progressives des niveaux et modes de vie. Mais avec l'intensification de la mondialisation, l'économie est revenue à ses analyses a-temporelles laissant aux sociologues et anthropologues l'analyse des temps longs. Les théories sur les échanges internationaux, sur la libéralisation et la dérégulation, sont les champs privilégiés des économistes contemporains, d'autant plus que l'hypothèse d'une approche marxiste semble être devenue totalement obsolète.

3. Le Père LEBRET, dominicain, 1896-1966, fut le fondateur d'« Economie et Humanisme », et l'inspirateur de l'encyclique de Paul VI *Populorum progressio.*

Ce repli théorique s'accompagne pour certains acteurs économiques d'une grande efficacité pratique et financière (les grandes entreprises mondialisées) mais pour un très grand nombre d'humains, elle signifie perte d'emplois, surcroît de productivité à fournir, précarité, flexibilité contrainte… même si elle offre un plus grand nombre de biens à ceux qui peuvent y accéder (produits électroniques, habillement…).

Cette exclusion sociale à dimension planétaire s'accompagne d'un questionnement sur la possibilité, pour les théories libérales qui s'appuient sur la seule régulation par le marché, d'assurer un bien-être pour tous, un bien commun planétaire et non pas les intérêts de quelques-uns. Les alter-mondialistes constituent une mouvance qui se pose ces questions, et recherchent une autre manière de vivre et d'investir, de produire et de

consommer, de se soigner et de se nourrir… par des chemins différents qui convergent plus ou moins[4].

4. Cf. le forum mondial de janvier 2007 à Nairobi.

L'autre tradition où s'origine le développement durable s'appuie sur l'observation de l'évolution des rapports entre les humains et la terre (au sens large). Ils observent les techniques de mise en valeur de la terre pour satisfaire les besoins des humains et leur prodigieuse transformation ; ils voient dans cette évolution une constante volonté non seulement de maîtriser la nature mais une tentative de substitution : les humains veulent se libérer de la terre et des contraintes qu'elle semble imposer : contraintes climatiques (irrigation, neige artificielle, serres), contraintes d'espaces (récoltes multiples, maturations accélérées, culture hors-sol), contraintes biologiques (OGM).

Cette tentative de dominer de plus en plus, puis de ne plus dépendre de la terre mais d'assujettir définitivement cette dernière, s'accompagne d'une productivité de plus en plus grande mais aussi de mécanismes d'abord non pris en compte puis, devant leur ampleur, analysés et plus ou moins mitigés : pollutions, dégradations, déforestation, salinisation… Au fur et à mesure que le rapport humains/nature se transforme, des phénomènes inédits apparaissent, phénomènes qu'on ne peut pas encore analyser avec rigueur, faute d'outils de mesure pertinents, puisque ces phénomènes résultent de processus très anciens et très lents, mais irréversibles : changements climatiques, disparition de la mer d'Aral, désertification… Puis des accidents prennent de l'ampleur : Tchernobyl, Bhopal, marées noires, Face à cela, différents mouvements s'organisent pour alerter (avec Ralph Nader, B. Commoners) et proposer des alternatives (comme le firent Ivan Illich, Ignacy Sachs – père de l'éco-développement).

La mouvance écologiste, dans sa grande diversité qui va des anti-humanistes de la deep-ecology (Neasse) à l'écologie politique en passant par les protecteurs de la nature, analyse ces phénomènes de dégradation et recherche des nouvelles technologies moins destructives, des manières de recycler, de réduire la vulnérabilité de la planète, de conserver la biodiversité…

Au carrefour de ces deux traditions, un mouvement d'opinion encore flou composé d'alter-mondialistes et d'écologistes mais aussi de partisans d'une régulation socio-politique mon-

diale (comme les Nations Unies), d'exclus de la croissance et de consommateurs mécontents de leur nourriture… rassemble ceux qui sont de plus en plus convaincus qu'il faut chercher une autre politique, un « autre monde »[5], une autre manière de vivre ensemble sur une unique planète. Ils militent pour la prise en compte que nous sommes tous liés les uns aux autres par les systèmes techniques, financiers et de communication et qu'on ne pourra plus vivre sans un grand changement dans les rapports sociaux et les relations à la Terre. Certains sont plus absolus et appellent à une déconnexion[6], mais les plus faibles ne seront-ils pas les victimes de cette rupture et les éternels perdants ?

5. C'est la manière de poser le problème des Forums sociaux mondiaux : Porto Alegre, Mumbay, Bamako, Nairobi…

6. Les partisans de la décroissance sont proches de cette tendance. Ainsi Serge LATOUCHE propose de sortir du credo du développement et de « l'économicisation » du monde.

Une partie de ce mouvement d'opinion se rassemble autour de la notion de développement durable. Cette notion a déjà une vingtaine d'années. Suite aux grandes conférences des Nations Unies touchant à divers aspects de l'avenir de la planète[7] perçue comme un village global, un rapport a été demandé à Mme Gro Brundtland. Dans le style des grands documents des Nations Unies, elle a publié *Our common future* en 1987 et c'est là qu'est faite référence, pour la première fois de manière explicite, au développement durable.

7. En particulier celui de Stockholm en 1972 sur l'environnement et celui de Vienne en 1983 sur la couche d'ozone.

A partir d'un bilan critique du style de développement retenu jusque-là sur les ressources rares (en particulier l'énergie), sur l'urbanisation, sur le système productif, Mme Brundtland propose une série de changements qu'elle met sous la bannière du développement durable dont l'objectif est une double solidarité : synchronique entre pays riches et pauvres[8] et diachronique entre générations. Le développement durable doit pouvoir satisfaire les besoins de la génération présente actuellement sur cette terre mais de telle manière que celle-ci n'obère pas la possibilité pour les générations à naître de faire la même chose. Il s'agit donc concrètement de lutter conte la pauvreté présente tout en sauvegardant la possibilité d'un vrai développement pour les générations futures.

8. Avec la reconnaissance que les pauvres et les riches se trouvent dans les deux « blocs ».

Il s'agit donc de toute autre chose qu'un verdissement de l'économie capitaliste[9] ou d'une volonté de conserver la nature. Certes, ces postures existent dans de nombreux plans de développement qui s'intitulent « plan de développement et d'aménagement durable », mais elles sont des caricatures du projet initial qui vise un vrai changement social (une plus grande efficacité

9. Comme le croient trop facilement les tenants de la décroissance, comme Serge LATOUCHE (*Le pari de la décroissance,* Fayard, 2006).

dans l'éradication de la misère) et la reconnaissance des droits à vivre des générations à venir (la prise en compte de l'environnement). L'approche du développement durable est donc à la fois une action sur le présent et les problèmes qu'il faut affronter maintenant et une préoccupation de sa compatibilité avec l'avenir, sans que ce dernier soit déterminé de manière précise.

Le développement durable est une manière de prendre en compte le futur dans le présent. Cette manière de voir avait déjà été pressentie par le père Lebret dans *Le Manifeste pour une économie humaine* [10] et reprise dans *Populorum progressio* [11] : « Héritiers des générations passées et bénéficiaires des travaux de nos contemporains, nous avons obligations envers tous et nous ne pouvons nous désintéresser de ceux qui viendront agrandir après nous le cercle de la famille humaine », mais elle n'avait pas été prise en compte à cette époque marquée par le productivisme.

10. En 1942, LEBRET appelle à un développement qui respecte les rythmes biologiques.

11. Encyclique de Paul VI en 1967, au n° 17.

Ce regard nouveau invite à une approche multidisciplinaire du développement et par là même déplace la notion de politique. Le développement durable est la recherche d'un système à la fois socialement juste, environnementalement stable, historiquement durable[12] et humainement stimulant. Ce dernier aspect qui rapproche le développement durable et l'économie humaine de Lebret est de plus en plus intégré dans les préoccupations des partisans de ce style de développement[13]. De multiples innovations de la part de la société civile émergent dans cette dynamique au carrefour des préoccupations de justice sociale, d'environnement, de durabilité et de déploiement des potentialités humaines : investissement et épargne socialement responsables, consommation et commerce équitables, entreprise citoyenne et solidaire, codes de bonnes pratiques pour les entreprises, nouvelles technologies économes, recyclages et nouveaux matériaux[14], Ces innovations sociales contribuent à l'invention de nouveaux modes de vie et de participation à la vie en société.

12. Il y a là un problème : *sustainable,* le terme anglais retenu par Mme Brundtland, signifie « équilibré et auto-reproductible dans le temps », alors que la traduction française de soutenable ne vise que sa reproduction dans le temps et la traduction en durable en fait quelque chose de fixe…

13. Voir particulièrement Yvan DROZ et Jean Claude LAVIGNE, *Éthique et développement durable,* Karthala, 2006, et les réflexions de Jean-Luc Dubois du groupe C3ED (Centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement), ou le livre de Jacques GENEREUX, *La dissociété,* Seuil, 2006.

14. *Novethic* est un des nombreux sites Internet traitant de ces thèmes.

Les Nations Unies qui ont pour une part initié la réflexion sur le développement durable ont organisé deux grands sommets mondiaux pour que les Etats passent de l'accord conceptuel à une mise en œuvre un peu plus active. Elles ont ainsi organisé deux sommets de la Terre, le premier à Rio (1992) et le second à Johannesburg (2002) sur ce thème. Dans cette perspective des

outils – comme l'Agenda 21 – ont été proposés aux Etats pour mener à bien des politiques respectueuses de l'avenir en particulier environnemental. La France, à la suite d'autres Etats, a modifié le préambule de sa constitution le 1er mars 2005 pour intégrer la notion de développement durable à travers une Charte de l'environnement, mais cela a été peu discuté dans l'opinion publique. L'Union européenne définit, elle aussi, son modèle de développement comme étant le développement durable.

Au niveau des Etats, il faut le reconnaître, le développement durable reste largement une rhétorique, en particulier quant au développement économique et social ; quelques initiatives de protection de la nature, parfois de simples parcs servant de réserves pour la faune ou la flore, servent pour qualifier bien souvent un plan de développement traditionnel comme développement durable. Pour essayer de renforcer sa mise en œuvre, les Nations Unies ont repris le développement durable dans les 7e et 8e objectifs du Millénaire[15] et en ont fait une des grandes priorités planétaires.

15. OMD, Objectifs du Millénaire pour le Développement, définis par les Nations unies, à atteindre par tous les Etats avant 2015.

A Johannesburg, les projets les plus intéressants en matière de développement durable n'étaient pas ceux des Etats mais des entreprises transnationales à la recherche d'une nouvelle légitimité et d'une belle image de marque. Elles intervenaient dans le cadre de la nouvelle gouvernance mise en oeuvre par M. Kofi Annan voulant impliquer les acteurs vraiment efficaces dans l'aventure des Nations Unies. Cette intégration de la thématique par des transnationales a été vue comme une récupération du développement durable et comme le début de sa disqualification. En effet la notion de développement durable est critiquée comme n'étant pas assez radicale ni déconstructive du concept de développement (disent les tenants de la décroissance). C'est cependant sa position qui la rend praticable par tous les pays du monde – et pas seulement les pays « développés » – si la société civile se mobilise.

Cette mobilisation peut prendre ses origines en de multiples lieux, car notre style de développement est devenu insoutenable en de nombreux aspects, dont certains (la consommation et les déchets corrélés, l'habitat et les transports) sont mis en évidence à travers l'empreinte écologique : si tous les humains avaient le même mode de vie qu'un américain moyen, il fau-

drait cinq planètes. Nous ne pouvons donc pas continuer sans un changement radical, tant dans le système économique, que dans le système socio-culturel ou dans la manière de nous situer dans le temps et l'espace.

Cette globalité et cette radicalité des changements ne peuvent pas être mises en œuvre seulement à cause de la peur de la fin de ce monde, de la terreur face à la catastrophe finale par épuisement des ressources ou accidents écologiques planétaires, ou encore de l'angoisse face aux grands projets ou aux pandémies (après le VIH, la grippe aviaire, la maladie de la vache folle…) ; elles ne peuvent pas non plus être mises en œuvre seulement à la suite d'une analyse raisonnée et d'un calcul impassible des risques[16]. Il faut un support fort, de type spirituel, à un tel déplacement, qui viendrait compléter les précédentes approches, et ce support a quelque chose à voir avec la théologie.

16. Ulrich BECK, *La société du risque, sur la voie d'une autre modernité*, Fayard, 2002, et Hans JONAS, *Le principe de responsabilité : une éthique de la civilisation technologique,* Flammarion, 2001.

Cette dimension est fortement valorisée chez les écologistes américains contemporains (Matthew Fox et sa *creation spirituality*, Tom Hayden et l'*ecotheology*, Thomas Berry, Andrew Beath… et beaucoup d'autres réunis en particulier dans le *National Religious Partnership for the Environment*). Cela est moins sensible en Europe[17] alors que l'enjeu est très important en complément avec des options pour le développement durable pour des raisons politiques (anti-mondialisme), économiques, de santé, d'amour de la nature ou de plaisir de vivre.

17. Pour la spiritualité, voir Jean Claude LAVIGNE, *Habiter la terre, pour une spiritualité de la création,* Éditions de l'Atelier, 1996, Jean-Marie PELT, *La Terre en héritage,* Fayard, 2000, et en théologie, surtout Jürgen MOLTMANN, *Dieu dans la création,* Cerf, 1988.

Si le volet de la lutte contre la pauvreté appartient à la tradition de l'Eglise et manifeste l'option préférentielle pour les pauvres, la destination universelle des biens doit être reprise et développée autour du thème du patrimoine commun de l'humanité. Ce patrimoine est mis en danger par des pratiques économiques et technologiques non respectueuses de l'environnement et excluant une large partie de l'humanité. Ces biens patrimoniaux (biens publics mondiaux) doivent être protégés contre l'invasion par le marché et l'intérêt privé de quelques-uns au profit du bien commun planétaire. Il y a donc, pour l'Eglise, un impératif d'alerte et de dénonciation mais aussi un appel à mettre en œuvre la vertu de prudence et celle de justice.

Ces biens, qui ouvrent aussi des droits d'accès pour tous les humains, ont été donnés à l'humanité par Dieu, le créateur.

Une théologie de la création, don de Dieu mais aussi lieu où l'humanité est appelée à développer son identité originale (par le travail, l'intelligence créatrice et sa capacité à s'émerveiller et à chercher à comprendre), doit aider à mieux situer la relation dynamique qui lie l'humanité à la création et au créateur lui-même[18]. Une théologie de l'alliance et d'un *shalom* doit compléter cette approche ; il s'agit d'insister sur la coopération et la non-violence qui doivent exister, en vue d'une fertilité qui permette un vrai développement, entre la planète et les humains, entre ces derniers et toute la création, présente et à venir (Gn 9). Ce souci de la fertilité de la planète invite à une gestion qui va au-delà de la seule approche économique et doit prendre en compte la vie dans sa globalité, vie qui procède de l'Amour du Père et qu'il convient de recevoir avec respect et joie.

18. Comme par exemple dans la lettre de Jean-Paul II pour la journée mondiale de la paix en janvier 1990.

Au carrefour de ces cheminements théologiques et spirituels, il convient de reconsidérer Rm 8, 19-23. « La création tout entière gémit en travail d'enfantement ». Le développement a à voir avec cette vie en émergence, le contraire de la mort et de l'usure de choses, œuvres « de celui qui l'y a soumise », résultant d'une « structure de péché »[19]. Un surcroît de vie est en route et touche tous les aspects de notre vie : la libération de la servitude, la rédemption du corps et l'entrée de notre humanité dans la gloire. Le développement durable dit cette espérance de libération hors des liens de la pauvreté et de la misère par un commun accouchement de la création « et de nous-mêmes qui possédons les prémices de l'Esprit » (Rm 8,23), et cela de génération en génération. Une approche par la thématique de la commune libération de l'humanité et de toute la création est susceptible de renouveler le débat interreligieux sur ces problèmes dans lequel les chrétiens sont toujours disqualifiés à cause de leur option trop anthropocentrique, et donc accusés de collaborer à la destruction de la planète[20].

19. Même si cette notion est à préciser (cf. Jean-Paul II dans *Sollicitudo rei socialis*), elle peut être utile pour signifier un rapport destructeur face à la nature, une « décréation ».

20. Par exemple chez Eugène DREWERMANN, dans *Le progrès meurtrier*, Stock, 1993.

L'approche théologique ne peut se centrer seulement sur la création ; elle doit prendre en compte la fin des temps, le risque de catastrophe, la dégradation de chaque chose et de chaque projet. Le développement durable prétend repousser les limites de l'usure de la planète et la réduction de ses capacités à porter de la vie et en cela il peut être une illusion prométhéenne ; il peut en sortir s'il transforme les limites en opportunités, en renouvel-

lement[21]. Ce volet, pour lequel nous espérons « un ciel nouveau et une terre nouvelle » (Ap 21,1), est à inscrire dans l'espérance d'une transformation, d'un changement profond de réalité. La fin n'est pas, en régime chrétien, un drame pur mais l'annonce d'un autrement. La Mort n'a pas le dernier mot mais celui-ci est un mot de Vie, de vie ressuscitée. Cette dynamique du développement durable par l'attention qu'elle porte sur les risques et les dangers d'une terre devenant infertile ouvre à une autre manière de faire, et inscrit donc les limites dans une perspective de réconciliation et de vie nouvelle.

Ces thèmes théologiques et spirituels devraient être une priorité dans une réflexion chrétienne sur la modernité et ses enjeux. Or, du moins dans l'espace francophone, cela n'est pas suffisamment fait. Les politiciens, percevant la radicalité des transformations dans les modes de vie exigées par le développement durable, évitent cette réflexion et par là-même poussent la politique en dehors des soucis fondamentaux et des urgences. Notre propre avenir sur cette terre est un des lieux privilégiés où religions et politiques ont quelque chose à se dire et à faire ensemble, il ne faudrait pas attendre trop longtemps…

Jean Claude LAVIGNE

21. Sur ce point la réflexion de la commission 'Justice et Paix-France' est intéressante : *Notre mode de vie est-il durable ?*, Karthala, 2006.